

Entretien avec Solene Smith, une responsable de Coastal Links, Langebaan, Afrique du Sud

Jackie Sunde (jsunde@telkomsa.net), Membre de l'ICSF

Solene, en novembre 2002, après le Sommet mondial sur le développement durable qui venait de se tenir en Afrique du Sud, tu disais à Yemaya : « Je rêve que dans dix ans les pêcheurs seront représentés au MCM (Marine and Coastal Management). Ce rêve est à notre portée, si nous restons unis ». Qu'est-il advenu de ce rêve ?

Nous avons été fortement inspirés par les pêcheurs rencontrés au Sommet et qui venaient de tous les coins du monde. Ils s'organisaient et luttait pour défendre les droits des communautés de pêche artisanale. De retour à la maison, nous avons commencé à nous organiser aussi au niveau local.

Qu'est-ce qui a changé dans ta communauté depuis ces neuf années passées ?

À l'époque du Sommet mondial, les petits pêcheurs avaient été largement exclus du nouveau système des droits de pêche, qui favorisait les grosses entreprises. La nouvelle politique était aussi basée sur les quotas individuels, ce qui créait d'énormes tensions dans nos communautés parce qu'un petit nombre de pêcheurs avaient obtenu un quota tandis que la plupart n'avaient rien. Cela a aussi fait apparaître l'individualisme et la corruption dans ce secteur. En 2004, nous avons lancé *Coastal Links* qui est un réseau de structures communautaires du monde de la pêche, et nous avons commencé à organiser les choses dans les principales localités de pêcheurs. Au début, nous n'avions pas beaucoup d'informations sur la politique, et nous étions très dépendants de Masifundise pour la formation et l'appui. Avec leur soutien, nous avons entamé un certain nombre d'actions : manifestations, intenter un procès au Ministre de l'environnement... Et nous sommes restés unis car l'essentiel était là : pour la première fois, de haut en bas du pays, les pêcheurs s'exprimaient d'une même voix. Cela a obligé la Direction des pêches à nous prendre au sérieux ; et en 2007, le Ministre a organisé un Sommet de la pêche artisanale où, pour la première fois, le gouvernement reconnaissait nos droits et admettait que nous avions été exclus : c'était un véritable tournant. Puis un Groupe de travail sur la pêche artisanale a été constitué afin de faire avancer ce dossier. Mon

rêve commençait à prendre forme parce que, pour la première fois, les pêcheurs étaient représentés dans cette structure ; et nous avons ainsi pu participer à l'élaboration d'une nouvelle politique de la pêche artisanale.

Dans quelle mesure les femmes ont-elles participé à ce processus ?

Les femmes ont mené ce processus, et le projet de loi qui est maintenant discuté reconnaît le rôle des femmes dans la pêche artisanale et s'engage à promouvoir leur participation à ce secteur. Nous avons réclamé une politique communautaire qui reconnaisse que les droits des pêcheurs sont des droits humains, une nouvelle politique qui devra aussi chercher à améliorer la qualité de la vie dans nos communautés. Nous, les femmes, avons également organisé des ateliers de notre côté afin de définir des stratégies dans le cadre de *Coastal Links* et faire avancer les choses. Il a fallu se battre pour tout cela, et j'ai dû apprendre de nouvelles façons de traiter les conflits entre les pêcheurs au sein de ma communauté, prendre des responsabilités, demander aux hommes de donner aux femmes l'occasion de s'impliquer.

Quels sont les défis à venir pour les femmes de *Coastal Links* ?

Des difficultés subsistent : le braconnage est élevé et nous devons tenter de supprimer les intermédiaires dans les circuits de distribution pour que les femmes soient gagnantes. Ce n'est pas facile parce que les grosses entreprises en place contrôlent toujours en grande partie la commercialisation du poisson. Tant que nous n'aurons pas pu faire évoluer ces rapports de force, il y aura très peu de changement. Je rêve maintenant de mettre en place des coopératives locales et de permettre aux femmes de s'impliquer dans la création de marchés au poisson locaux, de se lancer dans la restauration avec les produits de la mer, dans la fabrication d'objets d'artisanat avec des coquillages du coin. J'espère aussi que nous pourrions établir des systèmes de cogestion dans nos villages et villes de pêcheurs. Nous devons nous attaquer aux problèmes sociaux de nos communautés et faire en sorte que les choses changent grâce à la nouvelle politique. J'espère qu'un jour je serai fière de dire à mes petits-enfants que j'avais participé à cette lutte pour défendre les droits des pêcheurs. 